

L'économie polynésienne post-CEP

Une dépendance difficile à surmonter

Haut commissariat, octobre 2011

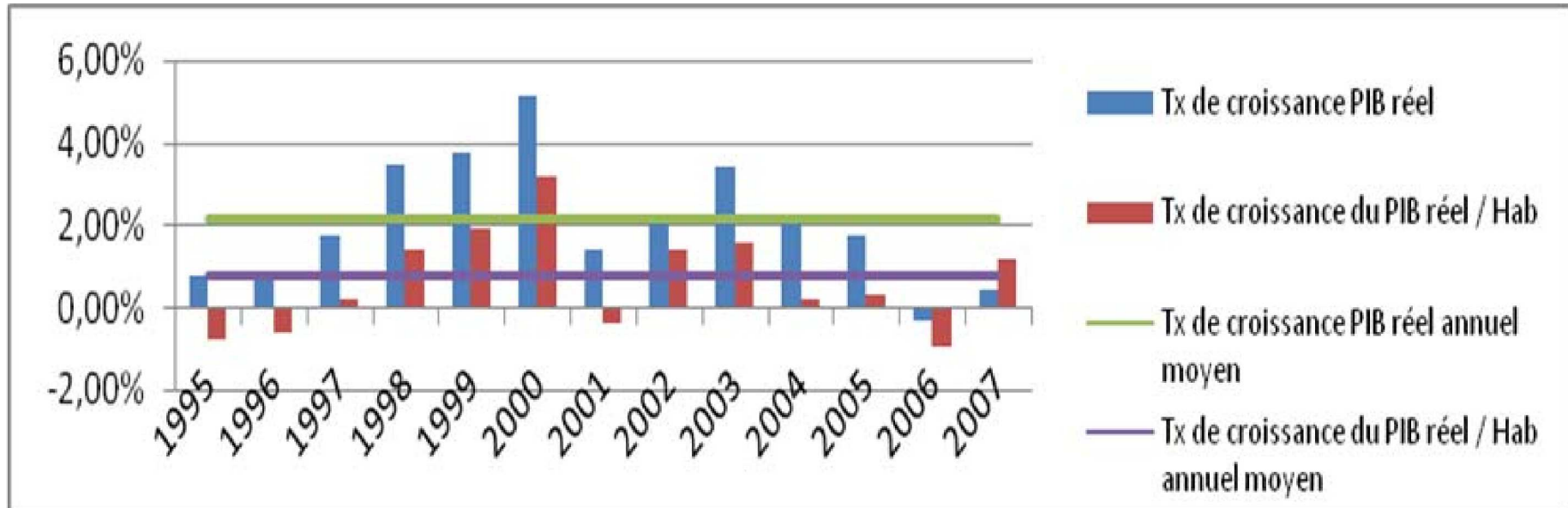
Annexe

Panne conjoncturelle ou épuisement du modèle ?

Les handicaps de compétitivités

La Polynésie victime du syndrome hollandais ?

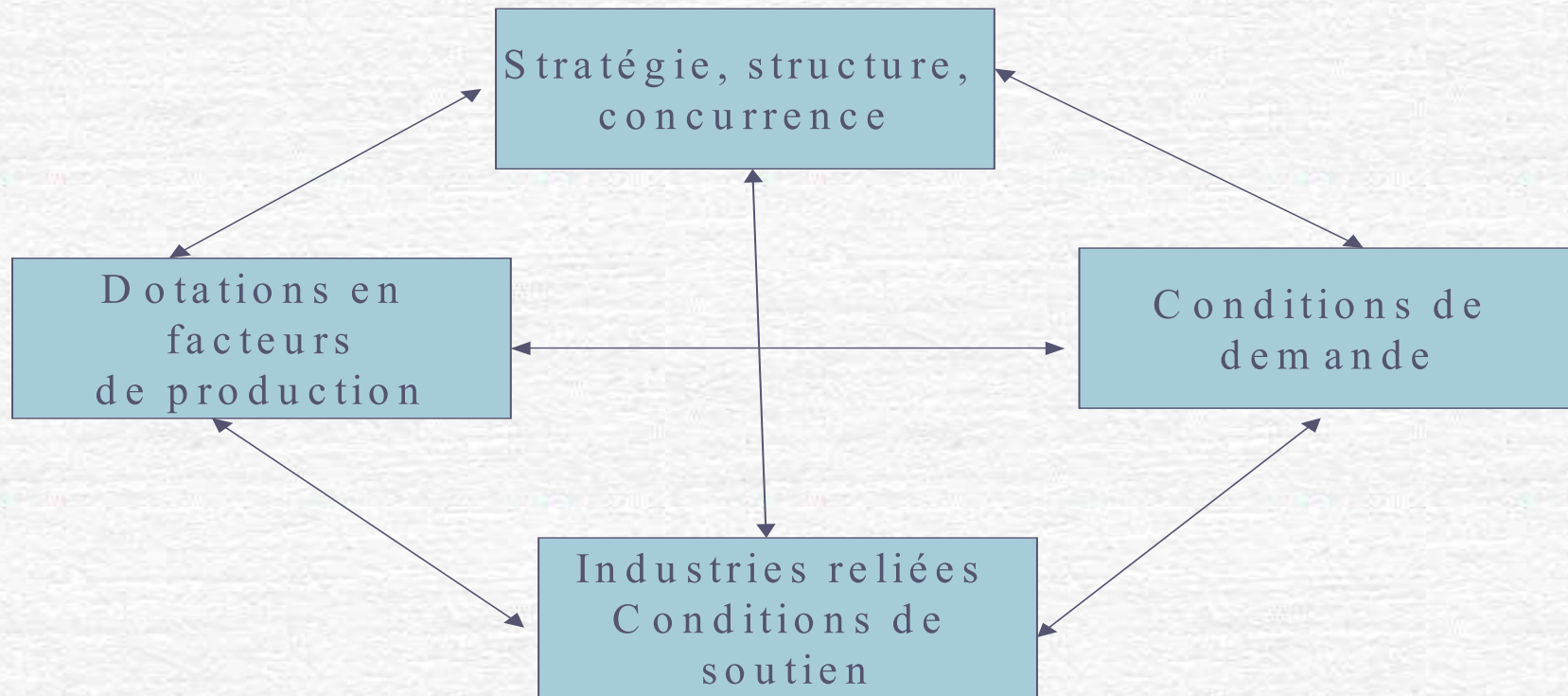
La panne de croissance observée en 2008 (entre 2 et 3 %) semble s'inscrire dans une tendance lourde, observable depuis le début des années 2000.



- Des richesses qui progressent moins vite : + 10 milliards par an sur la période 1994-2000 et +6 milliards de F CFP par an depuis 2001.
- Un PIB réel par habitant qui décroît depuis 2004 et se situe aujourd'hui à peu près au niveau qu'il avait atteint au début de cette décennie.

Facteurs généraux de faible compétitivité des activités économiques en Polynésie française

LE SCHEMA DU DIAMANT DE M. PORTER



Les étapes du « syndrome hollandais »

- forte inflation ;
- perte de compétitivité des autres activités et des exportations traditionnelles ;
- Désindustrialisation et appauvrissement du tissu économique, sauf dans les secteurs protégés de la concurrence extérieure, notamment dans le secteur des services ;
- Manque d'effet d'entraînement sur le reste de l'économie de plus en plus dépendante des importations et déficit de la balance commerciale extérieure ;
- Dévaluation, mais pas en Polynésie alors
 - handicap structurel de compétitivité
 - bipolarisation de l'économie entre secteurs «exposés» et «protégés»

Les enjeux de demain

Le choix du modèle de développement

Croissance et emploi

Cohésion sociale et solidarité

Redéfinition du périmètre de l'action public

Le choix du modèle de développement

Une société ouverte versus une société fermée

Souhaitons-nous une économie ouverte, mais qui impose une spécialisation économique dans le cadre de la mondialisation (tout en permettant le développement de secteurs locaux dont la taille n'est pas le principal handicap), ou une économie fermée, tournée vers le protectionnisme ?

Les conditions d'un développement durable ?

Quel modèle de développement qui soit à la fois respectueux de l'environnement, permette de diminuer les coûts de structures liés à notre situation géographique (éloignée et isolée) et qui ait les effets redistributifs souhaités ?

Faut-il un développement en association avec une grande puissance politique ?

Si le développement économique souhaité pour la Polynésie doit se faire dans le cadre d'une association politique plus vaste, laquelle et à quelles conditions ?

Croissance et emploi

Coût du travail et compétitivité

Le coût du travail étant élevé en Polynésie, comment réduire les autres coûts qui pèsent sur les facteurs de production de l'entreprise ?

La mobilité extérieure est-elle favorable à la croissance en Polynésie française ?

Faut-il inciter l'exportation de main d'œuvre polynésienne pour soutenir la croissance économique en Polynésie ?

L'indemnisation du chômage en Polynésie est-il un facteur favorable ou non à la croissance ?

Dans quelle mesure une protection des salariés via une indemnité de chômage serait favorable ou non au marché du travail et à la croissance ?

Les réglementations en Polynésie favorisent-elles l'emploi et la croissance ?

Dans quelle mesure convient-il de modifier profondément les institutions pour pérenniser l'emploi et la croissance ?

Dans quelle mesure un droit de la concurrence permettrait-il de soutenir l'emploi et la croissance et de favoriser la baisse des prix et l'accroissement du pouvoir d'achat des consommateurs polynésiens ?

La protection de l'emploi local constitue-t-il un levier pour la croissance ?

Quelles sont les bonnes incitations pour un fonctionnement optimal des marchés et de l'économie ?

Cohésion sociale et solidarité

Cohésion sociale et solidarité

Comment pérenniser la PSG ?

Quel financement pour demain ?

Quelle politique de la famille ?

Réduction de la pauvreté, redistribution des richesses et accroissement du pouvoir d'achat

Quelles mesures d'accompagnement et quelles politiques de formation professionnelle pour mettre fin au cercle vicieux de la pauvreté ?

Quelles mesures spécifiques pour favoriser l'accès des jeunes sans qualification au monde du travail ?

Quel dispositif fiscal demain pour une meilleure répartition des richesses ?

Redéfinition du périmètre de l'action public

La puissance publique doit elle continuer à intervenir directement sur les marchés privés ?

L'interventionnisme de la puissance publique polynésienne doit-il continuer dans les secteurs ou l'initiative privée n'est pas absente ?

La Polynésie peut-elle continuer à soutenir de manière dérogatoire des sociétés parapubliques peu performantes ?

Les sociétés existantes doivent-elles être maintenues quel qu'en soit le prix pour la collectivité ? Ne doivent-elles pas dans certains cas être privatisées ?

Quelles règles de bonne gouvernance pour les sociétés parapubliques soutenues par la collectivité ?

Quelle type de réformes fiscales pour demain?

La diminution de l'interventionnisme des pouvoirs publics en Polynésie doit-il être le corollaire d'une diminution de la pression fiscale sur les entreprises et les ménages ? Si oui, sous quelle forme ?

Ne serait t-il pas souhaitable, pour augmenter la compétitivité des entreprises polynésiennes, de diminuer le taux réel des impôts des entreprises tout en supprimant les mécanismes de défiscalisation ?